



La Lettre *CGT* du

Conseil d'Administration N°157

Juillet 2012

Satisfaire l'emploi, le développement industriel, plutôt que les attentes des financiers.

C'est le souhait majoritaire des citoyens français qui ont élu un nouveau gouvernement pour mettre en œuvre un changement de politique économique et sociale allant dans le sens d'une autre répartition des richesses. Au-delà des intentions affichées par le gouvernement lors de la conférence sociale, des mesures concrètes doivent être prises. (Voir page 2 les propositions de la CGT concernant la politique industrielle).

Pour sortir de la crise économique et sociale, il faut relancer l'industrie des télécoms

❖ **il faut accélérer le déploiement de la fibre** optique face à l'explosion de la consommation des débits (vidéos, TV, e-Commerce, e-santé, services sur le Cloud, objet communicants...)

❖ **Il faut en finir avec les exigences de la finance, de rendement à 2 chiffres.**

Près de 30 milliards de dividendes ont été reversés depuis 2004 (rien que pour FT). Alors que 21 milliards auraient suffi pour implanter partout la fibre optique, le réseau de demain ! **Et le 25 juillet, la majorité du conseil d'administration, malgré la baisse du chiffre d'affaires, a encore voté le versement d'un acompte sur dividende de 0,58€ par action; soit 1,5 milliards d'€ !**

❖ **Aucune suppression d'emplois ne doit être mise en œuvre. Il faut instaurer un droit de veto suspensif.**

Aussi bien à France Télécom, qu'à SFR, Bouygues ou Free les plans de suppressions d'emplois sont injustifiables, à fortiori quand les chiffres d'affaires réalisés et les dividendes versés aux actionnaires demeurent très importants.

A France Télécom il est même urgent de recruter en masse, face au départ de 30000 salariés à la retraite d'ici 2020. Tous doivent être remplacés.

Le partage du marché de la téléphonie, avec l'arrivée de la 4ème licence, dénoncé par la CGT, ne peut être un prétexte à faire des salariés la variable d'ajustement pour préserver les profits.

Le modèle low cost de Free (jouant à plein sur l'offshore, avec un réseau en propre quasi inexistant, très peu de personnel...) a pour objectif de tirer tout le secteur vers le bas.

❖ **Ce n'est pas non plus au consommateur de payer:**

Les différents opérateurs dégagent entre 20 et 35% de marge malgré l'arrivée de free, qui lui en dégage autour de 40% !

Revenir sur les hotlines gratuites ou rallonger le forfait est donc une très mauvaise idée.

❖ **La CGT propose l'appropriation publique des activités de Télécommunications,** pour permettre avec les TIC et des réseaux modernes l'accès pour toute la population sur l'ensemble du territoire à tous les produits, services, contenus et moyens de communications, y compris les plus modernes à un prix abordable respectant la péréquation tarifaire avec une véritable qualité de service rendu.

❖ **Elle revendique la démocratisation tant des entreprises du secteur des Télécoms que des instances de régulation** avec l'objectif que salariés, usagers et élus soient associés aux choix, orientations et décisions pour une véritable réponse aux besoins et s'affranchir des marchés financiers.

Ghislaine COINAUD administratrice CGT

Le 1^{er} semestre 2012 en chiffres.

Les résultats du 1er semestre Groupe Monde sont dans la poursuite de ceux du 1^{er} trimestre. France Telecom résiste mieux que ces concurrents en France malgré la crise qui fait rage, (le chômage qui progresse et les fermetures d'usines qui se multiplient.) Des clignotants rouges s'affirment.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 21,843 milliards d'euros au 1er semestre 2012. Il reste stable à -0,1% par rapport au 1er semestre 2011

Le nombre de clients continue d'augmenter avec les Opérations nouvelles en Afrique : Kenya, Guinée, Guinée-Bissau, Niger, Centrafrique et Ouganda, l'acquisition de l'opérateur mobile CCT en République démocratique du Congo, la montée à 100 % dans le capital de l'Égypte, tandis que la France en a perdu 615000 au 1^{er} trimestre et 155000 au 2^{ème} trimestre.

L'EBITDA s'établit à 7,004 milliards d'euros, soit une diminution de 1,6 point du taux de marge (32,1% au 1er semestre 2012)

Le bénéfice recule légèrement. Le résultat net s'élève à 1,909 milliard d'euros au 1er semestre 2012, contre 2,095 milliards d'euros au 1er semestre 2011

Dividendes: 3,6 milliards prévus pour la spéculation! Le bénéfice sera complètement englouti dans le reversement de 1,5 milliards le 12 septembre. (Soit 0,60 euro moins la contribution additionnelle de 3% sur les dividendes) **Sur la base d'un cash flow opérationnel confirmé à 8 milliards, le total pour 2012 serait de 3,6 milliards !!!!**

Les investissements se chiffrent à 2,460 milliards d'euros et à 11,3% du chiffre d'affaires. Les investissements dans le très haut débit fixe (FTTH) et mobile (4G) même affichés en légère progression (+1% par rapport au semestre 2011) restent très loin des besoins et attentes de la population notamment en zone rurale qui se sent toujours délaissée.

En France, le chiffre d'affaires s'élève à 10,826 milliards d'euros, en diminution de 4,5% à base comparable. Hors mesures de régulation (-289

millions d'euros), la baisse s'établit à -2,0%.

Ubuesque ! Notons au passage, dans les mesures de régulation, la décision de la commission européenne, de taxer France Télécom de 120 millions d'euros (qui seront reversés à l'état) pour «distorsion de concurrence» au prétexte que France Telecom ne paierait pas une cotisation chômage pour ses fonctionnaires!

A noter: Le contrat d'itinérance national signé avec Free est estimé à 500 millions d'€ sur 1 an.

Comparaisons entre le 1^{er} semestre 2011 et le 1^{er} semestre 2012

En m€	CA réalisé S1 2012	Var/S1 2011 base comparable
France	10826	-4,5%
Espagne	1988	+2,4%
Pologne	1694	-2,3%
Reste du monde	4144	+1,6%
Entreprises	3489	-2,6%
ICCSS	817	+6,9%
Eliminations	-1115	-3,7%
Total groupe	21843	-1,9%

Politique industrielle ce qu'a porté la CGT au sommet social.

- ▶ Investir dans une véritable politique industrielle,
- ▶ redéfinir les filières industrielles stratégiques et notamment, le rapport donneur d'ordre / sous-traitant,
- ▶ arrêter la spéculation, les dérives financières de court terme, le sacrifice des industries et des services publics, le gaspillage d'argent public pour financer les actionnaires et les revenus financiers, la casse de la protection sociale et du code du travail,
- ▶ aider les petites et moyennes entreprises par la constitution d'un pôle financier public au service de l'emploi, la formation, la recherche, les équipements,
- ▶ mettre en place un fonds européen pour financer le développement social et économique.